

## LES CONDITIONS DE L'HABILITATION A L'AIDE ALIMENTAIRE

L'aide alimentaire est un dispositif de lutte contre la précarité alimentaire. Aussi les structures qui demandent l'habilitation doivent participer aux objectifs fixés à l'article L266-1 du code de l'action sociale et des familles, et notamment :

« La lutte contre la précarité alimentaire vise à **favoriser l'accès à une alimentation sûre, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante** aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale.

Elle s'inscrit dans le respect du **principe de dignité** des personnes. Elle participe à la **reconnaissance et au développement des capacités des personnes à agir pour elles-mêmes et dans leur environnement.** »

De plus, la personne morale doit satisfaire aux conditions suivantes :

- Elle dispose des **moyens** pour réaliser :
  - a. la distribution de denrées aux personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale (structure distributrice)
  - b. ou la fourniture de denrées à des personnes morales de droit public ou à des personnes morales de droit privé habilitées à l'aide alimentaire (« structure fournisseuse »)
- c. Elle propose un **accompagnement**, qui comporte au moins des actions d'écoute, d'information ou d'orientation (pour les structures distributrices)
- d. Elle **met en place des actions pour proposer autant que possible des produits** sûrs, diversifiés et de bonne qualité
- e. Elle met en place des procédures pour respecter les normes **d'hygiène et de sécurité des denrées alimentaires**
- f. Elle assure la **traçabilité physique et comptable des denrées alimentaires** à chaque étape de la réception, de la transformation, du stockage et de la distribution
- g. Elle met en place les procédures de collecte et de transmission des données statistiques relatives à l'activité d'aide alimentaire déclarées chaque année
- h. Elle s'engage à se soumettre aux contrôles de l'habilitation.

Quelques liens utiles :

Manger/Bouger : <https://www.mangerbouger.fr/PNNS/>

Guide des bonnes pratiques d'hygiène validé par l'Etat :

[http://intranet.national.agri/IMG/pdf/gph\\_20115943\\_0001\\_p000\\_cle0e8e3f.pdf](http://intranet.national.agri/IMG/pdf/gph_20115943_0001_p000_cle0e8e3f.pdf)

